

DIRECTION DE LA VOIRIE

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° DAV000279  
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
AVENUE LEON BLUM (D6) ET RUE VICTOR HUGO**

Monsieur Le Maire de Maisons-Alfort, Conseiller Régional d'Île-de-France,  
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,  
VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,  
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger,  
VU l'arrêté n°4131 en date du 25 mars 2026 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur le Directeur Général des Services ,  
VU la demande émise par MTC demeurant 7 rue des Marronniers 95720 LE MESNIL AUBRY représentée par [REDACTED] aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,  
**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de gaz rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 13/04/2026 au 17/04/2026 AVENUE LEON BLUM (D6) et RUE VICTOR HUGO,

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 13/04/2026 et jusqu'au 17/04/2026, la circulation est interdite sur la piste cyclable dans le sens Paris Créteil, à l'intersection de l'AVENUE LEON BLUM (D6) et de la RUE VICTOR HUGO.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, MTC.

**Article 3**

Monsieur Le Maire de Maisons-Alfort est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Maisons-Alfort, le 08 avril 2026



**Pour Romain MARIA**  
Maire de Maisons-Alfort  
Conseiller Régional d'Île-de-France

Et par délégation

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 09/04/2026  
Qualité : Direction Générale des Services

/ /

DIFFUSION:

- MTC

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours

*contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr); dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

MIS EN LIGNE LE 10/04/2026